

Economie de guerre entre la 1ère Première Guerre Mondiale et les années 1980.

Définissons tout d'abord ce que l'on entend par économie de guerre... Lors de la deuxième Guerre Mondiale, les USA passent d'une production annuelle de chars, de l'ordre de la dizaine d'unités aux cours des années 30, à plusieurs dizaines de milliers d'unités quelques années après seulement. Cela n'a pu se faire qu'au prix d'une priorisation à l'extrême des productions de guerre. Les tubes de dentifrice par exemple ont été remplacés à l'époque par des pots en verre, afin d'envoyer prioritairement le métal utilisé dans les tubes vers la production d'armement. Paradoxalement, l'Allemagne nazie ne fera ce choix de passage en économie de guerre qu'après les USA, malgré une entrée en guerre largement antérieure. Mis à part la 1^{ère} Guerre Mondiale, rares ont été les cas de passage d'un état à une économie autant dédiée à la production d'armements. Le terme « d'économie de guerre » est quelque peu dévoyé dans son utilisation actuelle, il serait plus juste de parler « d'économie d'Etats en guerre »... mais qui pour la plupart continuent de profiter des tubes de dentifrices...

Citons les 4 impacts principaux de l'état de guerre observés au cours du XXème siècle :

1. Investissements dans les structures de logistique

Sans remonter aux voies romaines, les besoins de projection des militaires ont favorisé les liaisons internes des pays en guerre, que ce soient les voies ferrées largement développées en Europe avant et pendant la première guerre mondiale, le réseau des aéroports en Europe¹, ou les pipe-lines, très largement développés aux USA, pendant le second conflit mondial. Les ports en eau profonde, terminaux pétroliers ou Autobahn ont aussi profité des investissements majeurs réalisés dans les conflits du siècle dernier. Ces investissements bénéficient ensuite largement à l'économie civile.

2. Hausse de la croissance par investissements dans la production des armements et moyens militaires², pendant le conflit.

Citons Paul POAST (Principes d'Economie Militaire, Economica, 2008) et la loi d'Airain de la guerre : « Pour mener une guerre, un Etat doit lever une armée et produire des armements, ce qui génère des emplois, que ce soit dans l'armée ou les usines d'armements. La guerre peut donc être bénéfique à l'économie. »

Paul POAST analyse que si cette loi a été vérifiée USA au cours des deux guerres mondiales, ainsi que pendant la guerre de Corée, elle ne s'est pas vérifiée ni au cours de la Guerre du Vietnam, ni celles du Golf (1991) ou d'Irak (2003 à 2011). Il en arrive à la conclusion suivante : « Dans certaines conditions, la guerre peut être bénéfique à l'économie. Ces conditions sont une croissance économique lente au début de la guerre, une faible utilisation des ressources au début de la guerre, des dépenses conséquentes et soutenues pendant la guerre, un conflit de durée moyenne, une guerre ne se déroulant pas sur le territoire national et des méthodes de financement raisonnables pour cette guerre. » Ces conditions étaient réunies pour les conflits du début du XXème siècle, jusqu'à la Guerre de Corée. « Ultérieurement, en particulier à partir du Vietnam, les guerres ne répondent à aucun des critères permettant à une guerre d'être économiquement bénéfique. »

¹ (L'observation d'une carte récente des aéroports civils européens montrent une nette distinction dans la densité des aéroports entre les principaux belligérants de la 2^{ème} Guerre Mondiale (France, Italie, Grande-Bretagne, Allemagne,...) et les non belligérants, (Irlande, Espagne, Portugal)

² Cela peut aussi être des locomotives, des navires logistiques, des satellites d'observation,...

3. Hausse de la dette du budget de l'Etat, après le conflit

L'exemple de la France au cours de la première moitié du XX^{ème} siècle illustre cette hausse. En 1913, la part du service de la dette dans les dépenses de l'Etat français est passée de seulement 17,3 % en 1913 à 41,6 % en 1926. L'État finance alors sa dette en multipliant les émissions sur le marché financier. En 1932, la dette française atteint environ 150 % du PIB. Elle régresse ensuite pour atteindre environ 100 % du PIB en 1939. La Seconde Guerre mondiale la fait brutalement gonfler, du fait de son coût, du ralentissement des productions et des dépenses d'occupation. En 1945, la dette française atteint 160 % du PIB. Dans ses Mémoires de guerre, le général de Gaulle estime cette dette à 10 années de recettes fiscales.³ Afin de mobiliser l'épargne des Français pour la reconstruction de la France, des emprunts nationaux sont lancés : bons de la libération en 1945, puis bons de la reconstruction en 1947.

A noter aussi la hausse des pensions des anciens combattants (rappelons que les dépenses américaines de pensions pour les anciens combattants de la 2^{ème} Guerre Mondiale ont dépassé au début des années 2000 la somme des investissements en armement pendant toute la durée de la 2^{ème} Guerre Mondiale, programme Manhattan compris).⁴

4. Investissements dans les technologies :

De l'industrie du nucléaire, à celle des télécommunications, en passant par l'aéronautique, le spatial ou encore la recherche médicale, toutes ont comme point commun d'avoir bénéficié des fonds de défense pour le développement de technologies. Citons comme exemples la pénicilline, dont l'industrialisation ne s'est faite qu'au début de la 2^{ème} guerre mondiale, la « Télégraphie sans Fil », internet, ou encore l'accès à l'espace. Quelle que soit la phase du triptyque « Compétition - - Contestation – Affrontement », la Défense permet à la fois la montée en TRL de nouvelles technologies, mais aussi l'industrialisation et la diffusion de certaines de ces technologies.

³ A titre de comparaison, la dette du Royaume-Uni est alors de 250 %

⁴ A noter que les USA paieront aussi les dernières pensions liées à la Guerre de Sécession jusqu'aux années 90, au décès du dernier enfant d'un ancien combattant, ayant eu cet enfant bien des décennies après la fin du conflit...